

Sommaire

[Vincenzo Cicchelli](#)

Page 4 à 6

Introduction

L'étendue du maillage institutionnel enserrant la jeunesse invite à questionner la diversité des formes d'intervention en Europe en direction de cet âge de la vie — aussi bien à l'échelon communautaire que national. Les expériences biographiques des adolescents et des jeunes montrent qu'ils acquièrent rapidement des formes d'autonomie dans des domaines très variés (Galland, 2010). Cette autonomie...

Point de repère

[Christiane Crépin](#)

Page 8 à 12

Quelques données sur l'autonomie des jeunes en Europe

En 2010, les 27 États de l'Union européenne comptent environ 54 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans (80 millions de 15 à 29 ans) pour 501 millions d'habitants, selon Eurostat. Les jeunes européens, future population active et futures familles, sont peu nombreux en raison du faible taux de fécondité et du vieillissement de la population. Dans les pays scandinaves sociaux-démocrates et universalistes...

1. L'impact des types d'États-Providence
2. Capital humain et confiance dans l'avenir
3. L'engagement des jeunes

Partie 1. Questions transversales aux politiques de jeunesse

[Laurent Lesnard](#), [Anne-Sophie Cousteaux](#), [Viviane Le Hay](#), [Flora Chanvriil](#)

Page 16 à 24

Trajectoires d'entrée dans l'âge adulte et États-providence

Cet article présente une typologie des trajectoires d'entrée dans l'âge adulte dans vingt pays en Europe, réalisée à partir de l'enquête sociale européenne de 2006. Après une convergence en Europe du Nord et de l'Ouest au cours des Trente Glorieuses, le passage à l'âge adulte s'organise pour les jeunes générations autour de deux nouveaux modèles caractérisés par une autonomie assez précoce par rapport à la famille d'orientation et la formation d'une famille plus tardive. Le passage à l'âge adulte dans les pays du sud et de l'est de l'Europe reste profondément inscrit dans l'histoire de leurs systèmes familiaux. La décohabitation est tardive dans les pays méditerranéens en intervenant au

moment de la mise en couple. La tradition de la famille élargie persiste dans la plupart des pays de l'Est.

1. Perspectives historiques
2. Cinq parcours d'entrée dans l'âge adulte
3. Convergences et divergences des parcours en Europe : des spécificités nationales et générationnelles
4. Effets des traditions familiales et des régimes d'État-providence

[Howard Williamson](#)

Page 25 à 34

Existe-t-il une politique européenne de la jeunesse ?

Cet article traite de l'idée, de l'évolution et de la mise en œuvre éventuelle de la « politique de la jeunesse ». Il s'appuie sur le contexte européen en la matière, en particulier les analyses internationales des politiques nationales de la jeunesse du Conseil de l'Europe. Trois modèles d'élaboration des politiques de la jeunesse et d'action sur le terrain auprès des jeunes sont proposés.

1. Les cadres de la politique de la jeunesse
 1. Le rôle des institutions européennes
 2. La fabrique des politiques de la jeunesse
2. Trois sujets de réflexion
 1. Éviter la paralysie - agir à l'intérieur du triangle
 2. Conserver la dynamique de la politique de la jeunesse

[Alain Vulbeau](#)

Page 35 à 35

Contrepoint – Le Conseil de l'Europe et la jeunesse

Le Conseil de l'Europe, institution fondée en 1949, regroupe actuellement 47 États membres, dont les 27 pays de l'Union européenne. Rappelons que le Conseil de l'Europe vise la création d'un espace de droit et de débat, autour de textes de référence, comme la Convention européenne des droits de l'Homme, sur les thèmes de la démocratie pluraliste et de la prééminence du droit. Le Conseil de l'Europe,...

[Christiane Crépin](#)

Page 36 à 37

Focus – Les institutions européennes et la jeunesse

Face au vieillissement de la population, l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes constituent des défis majeurs pour l'ensemble des États européens. Depuis 2001 les États coopèrent à partir des axes définis dans le Livre blanc sur la jeunesse, un nouvel élan pour la jeunesse européenne. Il s'agit d'impliquer davantage les jeunes dans les prises de décision qui les concernent. Le Livre...

1. Un cadre politique : le Livre blanc sur la jeunesse
2. Une stratégie transversale d'actions

[Vincenzo Cicchelli](#)

Page 38 à 45

Les politiques de promotion des mobilités juvéniles en Europe

En partant de l'hypothèse que les politiques de la jeunesse encouragées par les différentes instances européennes sont porteuses de visions particulières, de véritables philosophies relatives à la place de cet âge de la vie dans la formation du futur citoyen européen, cet article s'attache plus particulièrement à l'analyse des dispositifs de promotion de la mobilité internationale. Après avoir montré les soubassements de cette injonction à l'apprentissage par la mobilité, l'auteur conclut sur les limites des apports de ces politiques publiques au développement d'une véritable *Bildung* cosmopolite.

1. De l'utilité des voyages
 1. La donna (e l'uomo) è mobile...
 2. Injonction à la mobilité
2. Une mobilité inaboutie

[Manfred Zentner](#)

Page 46 à 49

Focus – La participation à la vie publique des jeunes en Europe

Aujourd'hui, la génération des adultes invite les jeunes à participer à la vie publique. Hier encore, leurs points de vue ne paraissaient pas valables. La jeunesse était alors considérée comme peu digne de confiance, égocentrique et ne nourrissant pas une réflexion suffisante pour participer. Ces perceptions sont complètement dépassées : on estime que les jeunes doivent participer. Cependant, ils ne...

1. Évolution de la participation citoyenne des jeunes
 1. La réalité de la participation des jeunes

[Camille Peugny](#)

Page 50 à 59

Les jeunes européennes, leurs difficultés et leur perception de l'avenir : une tentative de comparaison

Les difficultés de la jeunesse ne constituent pas un phénomène récent. Depuis « la grande transformation » du capitalisme dans les années 1970, cet âge fragile de la vie est confronté à un

marché du travail très dégradé. Les générations nées après les années 1960 connaissent ainsi une détérioration de leurs conditions d'entrée sur le marché du travail, ce qui nourrit un sentiment de pessimisme très fort quant à l'avenir, pessimisme encore accru lors des périodes de récession économique. Les données comparatives de *l'European Social Survey* confirment que, davantage que leurs voisins, les jeunes Français sont convaincus que la société française ne leur laisse pas de place, ce qu'ils vivent douloureusement.

1. Une hausse généralisée du chômage des jeunes avec de fortes disparités
2. Le rapport au travail
3. La perception de l'avenir
 1. Cinq grandes tendances

[Cyprien Avenel](#)

Page 60 à 68

Les émeutes juvéniles en Europe : question urbaine, sociale ou « ethnique » ?

Au cours de ces trente dernières années, le phénomène des émeutes urbaines s'est diffusé dans divers pays européens. Les émeutes peuvent être très différentes selon les contextes nationaux, mais on relève des traits communs : relégation spatiale, vulnérabilité socio-économique, discrimination raciale et, parfois, marginalisation politique des populations concernées. Dans tous les pays, la ségrégation urbaine prend une intensité particulière en fonction de certains éléments fondamentaux, dont le poids de l'industrialisation, le type d'organisation de l'État-providence et les conditions politiques de l'accueil des populations immigrées.

1. Bref panorama des émeutes dans les villes européennes
2. Un événement déclencheur commun : les incidents entre population et police
 1. L'enkystement des mécanismes de la ségrégation
 2. Les effets de la désindustrialisation
 3. L'« ethnicisation » des relations sociales
 4. Des événements tout à la fois probables et imprévisibles
3. La citoyenneté des populations issues de l'immigration

[Alain Vulbeau](#)

Page 69 à 69

Contrepoint – Jeunes et contrôles d'identité

Les contrôles d'identité ciblant les jeunes n'avaient pas fait jusqu'à présent l'objet de recherches en France, contrairement à d'autres pays, nord-américains notamment. Pourtant, si l'on considère que c'est la crainte d'un contrôle d'identité qui a eu pour conséquence la fuite, puis la mort de deux adolescents de banlieue dans un compteur électrique en octobre 2005, déclenchant de graves émeutes en...

Partie 2. Diversité des politiques nationales

La connaissance des jeunes comme support aux politiques de la jeunesse : quinze ans d'initiatives européennes

Les instances européennes se sont montrées très actives dans l'encouragement de la mise en œuvre de politiques de jeunesse au moyen d'une large coopération intergouvernementale d'actions assurées par de multiples agences. Les rapports et textes officiels produits ainsi que le financement de travaux universitaires ont développé des modes de connaissances de la jeunesse européenne. Cette production reconnaît la centralité des questions liées à l'emploi, la jeunesse devenant, dès lors, un pilier du développement, de l'inclusion sociale et de la cohésion d'une société fondée sur la connaissance.

1. Des objectifs multiples dans les textes officiels
2. Des travaux participant d'une meilleure connaissance de la jeunesse

Les dotations en capital pour les jeunes : un jalon vers l'égalisation des chances et l'autonomie ?

Comment réduire les inégalités entre les jeunes et favoriser leur autonomie ? Depuis plusieurs années, les dotations en capital sont mises en avant comme un mode d'action innovant et responsabilisant. Le dispositif emblématique de ce mode d'action est britannique : le *Child Trust Fund*. À l'instar des comptes individuels de formation, le décalage entre les discours incantatoires et les mises en pratique, peu nombreuses et faiblement convaincantes, est patent. Il est vrai que l'idéologie sous-jacente de ces dotations en capital est puissante puisqu'il s'agit d'étayer, dans une perspective libérale, un État social actif.

1. D'un diagnostic centré sur les inégalités à la recherche d'un nouveau mode d'action publique
2. Une expérience européenne emblématique : le Child Trust Fund
3. Les comptes individuels de formation
4. La promotion d'un État social actif
5. Comment favoriser l'égalisation des chances et l'autonomie des jeunes ?

Focus – L'allocation d'autonomie pour les étudiants en débat en France (1995-2009)

Au cours des quinze dernières années, une série de rapports parlementaires, de missions d'information et d'études prospectives ont été produites sur la situation de la jeunesse. Avec une

insistance et des développements variables, ces travaux ont mis en avant la nécessité de penser l'autonomie financière des jeunes, notamment vis-à-vis de leurs parents. Ils ont ainsi posé la question de la création...

1. L'autonomie au cœur d'un processus visant à refonder les politiques de la jeunesse
2. L'allocation d'autonomie comme une solution consensuelle ?

[Corinne Native](#)

Page 92 à 100

Royaume-Uni : « Génération perdue » et politiques de dans un contexte de crise économique et d'alternance politique

Avec un taux de chômage record de 20 %, le Royaume-Uni est actuellement confronté au risque de voir s'établir une « génération perdue ». L'article analyse les divers dispositifs de lutte contre le chômage des jeunes mis en œuvre par les gouvernements néo-travailleurs et de coalition (*New Deal, Young Person's Guarantee, Work Programme*). Si l'on constate une continuité sur un certain nombre de principes (maillage territorial, coopération inter-agences, externalisation des prestations, culture de résultats), depuis 2010 la régulation de l'État se caractérise par un retrait des aides directes à la création d'emploi et par davantage de coercition.

1. Exclusion et chômage des jeunes
2. Une panoplie de dispositifs pour l'emploi des jeunes
3. Les dispositifs récents
4. Work Programme, nouveau dispositif gouvernemental

[Pierre Grelley](#)

Page 101 à 101

Contrepoint – Portraits sociologiques des jeunes

Même si l'on admet avec Pierre Bourdieu que « la jeunesse n'est qu'un mot » parce que la diversité des conditionnements auxquels les jeunes sont soumis ne permet pas de considérer cette classe d'âge comme sociologiquement cohérente, il n'est pourtant pas interdit de s'interroger sur l'impact que les facteurs culturels exercent sur les représentations que les jeunes ont de l'avenir et, plus généralement,...

[Helena Helve](#)

Page 102 à 108

Des politiques pour contribuer à la construction d'une identité nordique

Cet article offre un panorama des politiques de la jeunesse dans les cinq pays nordiques : Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède et trois régions autonomes (les îles Féroé, Groenland et les îles

d'Åland). *Nordbuk* est le comité qui les réunit. Renforcer l'identité nordique passe par la promotion de la participation des jeunes et des enfants concernant les affaires culturelles, politiques et sociales du Nord. Même si les politiques de la jeunesse nordiques ont une longue tradition de coopération, il faut reconnaître que les objectifs principaux et les priorités sont basés sur des politiques nationales dans ces pays.

1. Le système nordique d'État-providence
2. Les recherches sur la jeunesse, composante de la politique de la jeunesse
3. Les politiques nationales de la jeunesse en Europe du Nord
 1. La politique danoise
 2. La politique finlandaise
 3. La politique islandaise
 4. La politique norvégienne
 5. La politique suédoise
4. La politique de coopération nordique de la jeunesse

[Caroline Helfter](#)

Page 109 à 109

Contrepoint – Religion et politique, des univers très sexués ?

L'évolution des mœurs et le rapprochement des comportements des femmes et des hommes dans le champ de la scolarité et de l'accès au travail salarié ont-ils eu pour effet d'homogénéiser les points de vue des jeunes femmes et des jeunes gens d'Europe occidentale en matière de religion et de politique ? Pour répondre à cette question, Christine Pina, maîtresse de conférences en sciences politiques à l'Université...

[Herwig Reiter](#)

Page 110 à 117

Émergence d'une politique de la jeunesse dans les Peco

Le présent article s'appuie sur les études menées par le Conseil de l'Europe dans les pays d'Europe centrale et orientale (Peco) pour traiter divers aspects de la politique de la jeunesse de ces deux dernières décennies dans les anciens pays communistes. Il met en évidence certaines des problématiques communes à ces pays en opérant une distinction analytique entre les dimensions verticale, horizontale et réflexive. Il examine ensuite les principaux problèmes auxquels se heurte la politique de la jeunesse dans les Peco, en s'attachant aux questions de la diversité, de la société civile, ainsi qu'aux réactions face à l'évolution, voire à la détérioration, des chances de réussir dans la vie.

1. Caractéristiques des politiques postcommunistes de la jeunesse
 1. La dimension verticale de la citoyenneté politique
 2. La dimension horizontale de la citoyenneté économique
 3. La dimension réflexive du développement de la politique de la jeunesse
2. Les difficultés à surmonter
 1. Des réactions de sortie face à la raréfaction des opportunités

2. Diversité et exclusion
3. Une société (in)civile ?

Partie 3. Des Champs spécifiques d'action pour les jeunes

[Patricia Loncle](#), [Virginie Muniglia](#)

Page 120 à 127

Les catégorisations de la jeunesse en Europe au regard de l'action publique

Cet article vise à mettre en évidence les différentes formes de catégorisation de la jeunesse et de définition des problèmes de la jeunesse opérées par l'action publique en Europe en les confrontant aux changements qui ont touché les passages à l'âge adulte ces dernières décennies et aux enjeux d'intégration sociale et politique afférents. L'article décrit les formulations de problèmes publics et les différentes formes d'action publique mises en œuvre en direction de la jeunesse en exposant comment celles-ci sont plus ou moins à même de rendre les jeunes, acteurs de leurs parcours, en fonction des pays considérés mais aussi en fonction des secteurs de l'action publique, et en négligent en fait, bien souvent, l'articulation entre insertion sociale et citoyenneté juvénile.

1. Les régimes d'État-providence et les multiples définitions de la jeunesse en Europe
2. Comment penser ces définitions du point de vue de l'accès à la citoyenneté sociale et politique des jeunes ?
3. Quelles politiques pour quels publics ?

[Manuela du Bois-Reymond](#)

Page 128 à 134

Éducation formelle et informelle : pour des politiques de transition intégrées

Les jeunes Européens restent longtemps dans le système éducatif, ce qui retarde leur passage à la vie adulte et ne les conduit pas automatiquement vers le marché du travail. En outre, les systèmes éducatifs continuent de produire de nombreux jeunes sans formation, en particulier, mais pas seulement, parmi les populations immigrées. Les autorités nationales et européennes encouragent l'enseignement informel afin d'étendre la période d'apprentissage et l'éventail du savoir acquis. L'auteure présente les opportunités et les risques inhérents à la relation entre l'enseignement formel et informel. Elle présente un concept nouveau : des politiques de transition intégrées qui pourraient réconcilier les exigences du marché du travail avec les besoins des jeunes par le biais de la « flexicurité ».

1. Améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement
2. Tensions entre système éducatif et marché du travail
3. Tensions entre éducation formelle et informelle
4. Principes pour un apprentissage participatif et motivé
5. Des politiques de transition intégrées

[Pierre Grelley](#)

Page 135 à 135

Contrepoint – Erasmus et ses frères

Au-delà de ceux qu'il concerne directement, le dispositif Erasmus est connu grâce à un film à succès . Il fait partie du programme de la Commission européenne dit « d'éducation et de formation tout au long de la vie » qui permet à des personnes de tous âges de participer à des actions de formation et qui contribue au développement du secteur de l'éducation et de la formation en Europe. Son nom, emprunté...

[Florence Lefresne](#)

Page 136 à 144

Lutte contre l'exclusion et insertion par l'emploi : bilan des politiques en France au regard de certaines expériences étrangères

L'article propose un bilan de la politique publique française en faveur des jeunes, en s'appuyant sur des travaux comparatifs et sur des expériences étrangères. La première partie souligne l'aggravation des inégalités sociales au sein de l'école, en dépit d'une mobilisation récurrente mais peu efficace contre l'échec scolaire. La seconde partie montre que la politique de l'emploi corrige peu ces inégalités, indique sous quelles conditions l'alternance pourrait devenir une voie de réussite et plaide pour sortir la jeunesse d'un traitement purement catégoriel.

1. Échec scolaire : les inégalités sociales renforcées
2. La politique d'insertion : une faible correction des inégalités liées au diplôme
3. L'alternance : les conditions de la réussite
4. Sortir les jeunes de l'enfermement catégoriel

[Sandra Gaviria](#)

Page 146 à 154

Politique de logement et autonomie résidentielle de la jeunesse en Espagne

Depuis des années, en Espagne, on médiatise largement l'idée de l'impossibilité de la jeunesse à quitter le domicile familial en raison essentiellement du problème de logement. L'objet de cet article est de montrer que la politique de logement en Espagne a majoritairement favorisé un départ du domicile familial après la période étudiante et en propriété, contrairement à d'autres pays européens. Les quelques tentatives de favoriser la location n'ont pas eu le succès attendu. Le modèle de construction de soi, à proximité de la famille pendant la jeunesse, a été soutenu par les politiques publiques, par les familles et par les jeunes. De nos jours et compte tenu de la crise, ils sont dans l'impossibilité d'accéder à la propriété et le départ tardif risque de s'accroître.

1. Historique de la politique de la jeunesse

2. Une politique du logement basée sur l'accès à la propriété
3. Un jeune propriétaire est un adulte intégré

[Caroline Helfter](#)

Page 155 à 155

Contrepoint – Devenir adulte

Marqueurs traditionnels du passage à l'âge adulte, l'entrée sur le marché du travail, le départ du foyer parental et la fondation d'une nouvelle famille constituent des séquences de vie dont les bornes varient selon les pays. En matière de travail, la première expérience professionnelle des jeunes Européens a lieu, en moyenne, à l'âge de 19 ans (19,8 ans en France), notent Vitor Sergio Ferreira et...

[Yaëlle Amsellem-Mainguy](#)

Page 156 à 163

Contraception et grossesses à l'adolescence : vers une reconnaissance du droit à l'intimité des jeunes

Dans les pays où l'accès des adolescents à la contraception est le plus largement autorisé par la loi, les jeunes se protègent davantage des grossesses non prévues. L'analyse comparative des situations en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada et en Suède montre que c'est bien dans les pays où la tolérance sociale vis-à-vis de la sexualité des jeunes est la plus importante que les taux de contraception sont les plus élevés et les taux d'avortement les plus bas. Ce constat amène à questionner la notion de « majorité sexuelle », c'est-à-dire l'âge fixé en dessous duquel les relations sexuelles ne sont pas autorisées, mais également les conditions d'accès à la contraception et à l'avortement en France, et plus largement dans les pays européens.

1. Majorité sexuelle et droit à la contraception : contradictions législatives
2. Un recours massif à la contraception orale chez les plus jeunes
3. Les grossesses à l'adolescence, un « problème social » en France ?
4. Une extension des domaines d'autonomie des jeunes à travers la loi relative aux droits des patients
5. Pour la reconnaissance sociale du droit à l'intimité des jeunes

Le social en recherche

[Michel Legros](#)

Page 164 à 164

Généralisations HDR

Les trajectoires des chercheurs qui ont aujourd'hui entre 30 et 40 ans sont plutôt linéaires. Après un DEA, maintenant un master, dont il faut sortir avec un bon classement, l'inscription dans une école doctorale, la soutenance d'une thèse quatre ou cinq années plus tard, le passage dans un laboratoire étranger, la participation aux travaux d'une équipe de recherches, parfois un post-doctorat dans...

Le social en recherche

Titres recensés

1. Au fil de la Recherche

« L'action publique à l'épreuve de la fragilité normative » Christine Dourlens
Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université Jean-Monnet, Saint-Etienne, 10, rue Tréfilerie, CS 82301, 42023 Saint-Etienne Cedex 2, décembre 2010, 149 p. Téléchargeable sur Hal.

2. La citoyenneté sans papiers

« Politiques et conflits territorialisés à propos du séjour irrégulier des étrangers »
Flora Burchianti Thèse pour le doctorat en sciences politiques, École doctorale de science politique de Bordeaux, Bordeaux IV Université Montesquieu, Avenue Léon Duguit, 33608 Pessac, décembre 2010, 719 p.

3. Rsa, rSa, RSA

Comité d'évaluation du RSA - Rapport intermédiaire 2010 François Bourguignon
Comité national d'évaluation du revenu de solidarité active, Paris ; Ministère des solidarités et de la cohésion sociale, janvier 2011, 215 p.,
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

4. Le commerce contre la pauvreté

« Le commerce équitable : un outil de développement ? » Gaëlle Balineau Thèse
pour l'obtention du titre de docteur es sciences économiques, Centre d'études et de
recherches sur le développement international (Cerdi) Université d'Auvergne,
Clermont-Ferrand 1, 49, boulevard François-Mitterrand, BP 32, 63001 Clermont-
Ferrand, septembre 2010, 350 p.

5. Filles et garçons dans les écoles de l'Europe

« Différences entre les genres en matière de réussite scolaire : étude sur les mesures
prises et la situation actuelle en Europe » Arlette Delhaxhe, Bernadette Forsthuber,
Anna Horvath, Akvile Motiejunaite Agence exécutive « Éducation audiovisuel et
culture », Avenue du Bourget 1, Bruxelles, Belgique, juin 2010, 141 p., téléchargeable
sur www.eurydice.org

6. Pyramides d'âge et solidarité

« Vieillesse de la population salariée dans l'économie sociale et solidaire et
renouvellement des équipes » Elisa Braley Observatoire national de l'ESS. Conseil
national des chambres régionales de l'économie sociale, mars 2011, 36 p.,
téléchargeable sur <http://www.cncres.org>

7. Boire vite et fort, raisonnablement

« Soirées étudiantes et week-ends d'intégration », Martine Daoust Rapport du groupe de travail, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05, février 2011,32 p., téléchargeable sur <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr>

8. La posture de l'employeuse

« Employer une femme de ménage à domicile. Pratiques et représentations sociales » François-Xavier Devetter, Marion Lefebvre, Isabelle Puech Centre d'études de l'emploi, document de travail, n° 137, janvier 2011,36 p., <http://www.cee-recherche.fr>

9. Jeunes majeurs, aides mineures

« Entrer dans l'âge adulte. La préparation et l'accompagnement des jeunes en fin de mesure de protection », Pierrine Robin, en collaboration avec Paul Durning, Anne Oui, Anne- Sylvie Soudoplatoff, David Pioli Rapport de l'Observatoire national de l'enfance en danger, 63 p., 2010, <http://www.oned.fr>

10. Le travail entre pénibilité et souffrance

« Malaise dans le travail » Pierre Boisard Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches (HDR) en sociologie. Université Paris-Est, IDHE, ENS Cachan, 61, avenue du Président-Wilson, 94230 Cachan, décembre 2010,155 p., <http://www.idhe.ens-cachan.fr>

11. Conseils-jeunes : pourquoi ?

« Les impacts des conseils locaux de jeunes sur les politiques municipales » Vèrès-Consultant Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, 95 avenue de France, 75650 Paris Cedex 13,2009,91 p.

12. Pupilles : inventaire

« La situation des pupilles de l'État », Milan Momic Rapport de l'Observatoire national de l'enfance en danger, mars 2011,129 p., <http://www.oned.fr>